

**RAPPORT N°2023/6-32**  
**au Conseil de la Communauté**  
**en séance du jeudi 07 décembre 2023**

**DEMANDE D'EXONERATION AU VERSEMENT MOBILITE – ASSOCIATION A.L.E.F.P.A**

**Préambule :**

Conformément à l'article L.2333-64 du Code Général des Collectivités Territoriales, il est stipulé que « *les personnes physiques ou morales, publiques ou privées, à l'exception des fondations et associations reconnues d'utilité publique, à but non lucratif dont l'activité est de caractère social, peuvent être assujetties au versement destiné au financement des transports en commun ...* ».

De ce fait, pour qu'un établissement soit exonéré au Versement Mobilité, il faut que les 3 conditions cumulatives suivantes soient remplies de manière stricte :

- Être une fondation ou une association reconnue d'utilité publique ;
- Être une fondation ou une association à but non lucratif ;
- Avoir une activité à caractère sociale.

Dans le cadre des dispositions ci-dessus, l'ALEFPA a sollicité la collectivité pour une exonération au Versement Mobilité.

**Cette Association dite Association Laïque pour l'Education, la Formation, la Prévention et l'Autonomie (A.L.E.F.P.A.)** a été fondée le 25 juin 1959. **Reconnue d'utilité publique par décret du 11 avril 1973**, elle a pour objet l'éducation, la formation, l'accompagnement d'enfants, d'adolescents et d'adultes fragilisés, afin de favoriser leur intégration sociale et professionnelle. L'association leur permet d'accéder à un maximum d'autonomie par l'insertion, le logement et un accompagnement adapté.

**L'Association A.L.E.F.P.A s'adresse :**

- Aux enfants, adolescents et adultes connaissant une limitation d'activité ou une restriction de participation à la vie en société subie dans leur environnement en raison d'une altération substantielle, durable ou définitive d'une ou plusieurs fonctions physiques, sensorielles, mentales, cognitives ou psychiques, d'un polyhandicap ou d'un trouble de la santé invalidant ;
- Aux enfants, adolescents et adultes en situation de détresse, en état de maladie ou en état de dépendance morale, psychique, psychologique ou sociale de toute nature.

Elle assume ainsi une mission d'intérêt général et d'utilité sociale au sens de l'article L 311-1 du Code de l'action sociale et des familles et dispose d'un **Etablissement d'Accueil Non Médicalisé (EANM)** dédié pour personnes en situation de handicap psychique, situé sur le territoire de la CINOR :

Etablissement	Activités	Commune	Recettes 2022
<b>Résidence Le BOCAGE</b> (Etablissement d'Accueil Non Médicalisé) Siret : 77562407501433	<ul style="list-style-type: none"><li>• Proposer un accueil temporaire ou permanent pour les personnes en situation d'handicap psychique (répondant au besoin de répit, à la prévention de situation de rupture...)</li><li>• Mise en place d'accompagnement quotidien (santé, vie sociale et autonomie) dans un lieu de vie qui est adapté à leurs besoins</li></ul>	Sainte-Suzanne	1 954 607.07 € dont 1.03 % de subventions

La résidence du Bocage dispose d'une capacité de 26 places en accueil permanent et de 2 places en accueil temporaire.

Une analyse des pièces transmises par cet établissement, a été effectuée, afin de prouver le caractère non lucratif ; ainsi qu'une gestion désintéressée de l'Association ALEFPA.

A la lecture des comptes de résultat, il apparaît que l'ALEFPA est gérée, administrée à titre bénévole et qu'elle ne procède à aucune distribution directe ou indirecte de bénéfice. De plus, au niveau des Finances Publiques, l'Association ALEFPA n'est pas assujettie aux impôts commerciaux.

Au regard de ces éléments, les trois conditions cumulatives sont bien remplies conformément à l'article L.2333-64 du Code Générale des Collectivités Territoriales. Il vous est donc proposé d'accorder une exonération au Versement Mobilité à cette Association reconnue d'utilité publique pour les années 2023, 2024 et 2025. Pour les années suivantes, l'Association ALEFPA devra reformuler sa demande d'exonération et fournir de nouvelles pièces justificatives.

En conséquence, je vous prie de bien vouloir :

- Accorder pour les années 2023, 2024 et 2025, une exonération au Versement Mobilité à l'établissement d'Accueil Non Médicalisé géré par l'ALEFPA sur le territoire de la CINOR : la Résidence Le Bocage de Sainte-Suzanne ;
- Autoriser le Président à effectuer toutes les démarches nécessaires à la mise en œuvre de cette exonération.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

  
**Le Président**  
**Maurice GERONCEL**



C.I.N.O.R.  
Communauté  
Intercommunale  
du Nord  
de la Réunion  
\* Département de la Réunion \*

**DELIBERATION N° 2023/6-32  
au Conseil de la Communauté  
en séance du 07 décembre 2023**

**OBJET :**

**DEMANDE D'EXONERATION AU VERSEMENT MOBILITE – ASSOCIATION A.L.E.F.P.A**

**LE CONSEIL DE LA COMMUNAUTE**

Vu le Code des Collectivités Territoriales ;

Vu l'Arrêté Préfectoral n° 1320/SG/DRCT/3 en date du 20 juin 1997 fixant le périmètre du projet de communauté comprenant les Communes de Saint-Denis, Sainte-Marie et Sainte-Suzanne ;

Vu l'Arrêté Préfectoral n° 2686/SG/DRCT/3 en date du 22 octobre 1997 créant la Communauté de Communes C.I.N.O.R ;

Vu l'Arrêté Préfectoral n° 4462/SG/DRCT/3 en date du 28 décembre 2000 transformant la Communauté Intercommunale du Nord de la Réunion (CINOR) en Communauté d'Agglomération ;

Vu l'avis des commissions ;

Sur le RAPPORT n° 2023/6-32 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE**

**ARTICLE 1**

Accorde pour les années 2023, 2024 et 2025, une exonération au Versement Mobilité à l'établissement d'Accueil Non Médicalisé géré par l'ALEFPA sur le territoire de la CINOR : La Résidence Le Bocage de Sainte-Suzanne.

**ARTICLE 2**

Autorise le Président à effectuer toutes les démarches nécessaires à la mise en œuvre de cette exonération.

Nombre de votants : 41 (dont 5 procurations)  
Suffrages exprimés : 41  
Vote pour : 41  
Vote contre : 00  
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme  
Fait à Sainte-Clotilde 11 0 DEC 2023

Le Président,  
**Maurice GIRONCEL**



Accusé de réception en préfecture  
974-249740119-20231207-CC2023-6-32-DE  
Date de télétransmission : 18/12/2023  
Date de réception préfecture : 18/12/2023



SECRETARIAT DU CONSEIL  
COMMUNAUTAIRE

### **AVIS DES COMMISSIONS**

#### **RAPPORT N°2023/CG/6-32**

Demande d'exonération au versement mobilité – Association A.L.E.F.P.A

#### **COMMISSION TRANSPORTS ET DEPLACEMENTS**

La Commission émet un avis favorable sans observation particulière.

#### **COMMISSION ADMINISTRATION ET FINANCES**

La Commission émet un avis favorable sans observation particulière.